

Élevage, vers une crise sans fin ?

Category: Agriculture et alimentation

écrit par jmfouquer | 14 février 2016

Les grandes manifestations de fin août et de septembre (sur le terrain, à Paris, Bruxelles), ont débouché sur quelques décisions inefficaces, voire contreproductives. Après une période de résignation, les manifestations d'éleveurs ont repris en France. En effet, les graves difficultés[1] que rencontrent depuis un an les producteurs de porcs, de lait et de viande bovine continuent et surtout risquent de perdurer encore longtemps[2].

En partie d'ordre conjoncturel[3] et spécifique à chaque production, la crise résulte principalement de conditions générales et permanentes : libéralisme grandissant (le pire peut encore advenir avec TAFTA), dumping social au sein des pays d'UE et poids de la grande distribution. Le libéralisme grandissant c'est d'abord la suppression des quotas laitiers depuis avril 2014 qui favorisaient un certain équilibre entre production et débouchés et donc une certaine stabilité des prix. Cette suppression des quotas déstabilise le marché européen et amplifie les disparités des conditions de production. Par exemple, il existe une plus grande proportion de très grandes étables laitières en Allemagne qu'en France. Dans le secteur du porc, aux écarts structurels entre régions (tailles des élevages et des abattoirs), s'ajoutent des causes économiques comme le recours massif aux « travailleurs détachés » (jusqu'à 50% des salariés dans certains abattoirs), les écarts de salaires ou de fiscalité. Le libéralisme c'est aussi la concurrence effrénée au sein de l'industrie de transformation qui va chercher sa matière première là où elle est la moins chère (en Allemagne ou en Espagne pour les porcs). En aval, la concentration de la grande distribution (en 2011, six groupes concentraient 90% du marché) et sa

position dominante sur l'ensemble du système alimentaire, impose ses prix à l'amont comme aux consommateurs, prélevant au passage de fortes marges.

Dans ces conditions, l'industrie de transformation et surtout les producteurs agricoles sont les victimes de cette course aux prix bas, aux gains de productivité physique qui impose toujours plus, d'achats à l'amont et de ventes à l'aval, entraînant une baisse rapide du nombre d'emplois, une dégradation des conditions de travail et une forte insécurité du revenu. Parallèlement, malgré une certaine diversification des comportements d'achat, les grandes entreprises notamment du secteur de la viande voient leur part s'accroître. Ces évolutions néfastes pour l'environnement, la santé et l'emploi sont d'autant plus contestables qu'il est possible d'augmenter les prix à la production tout en assurant une alimentation satisfaisante pour tous, à coûts constants (hausse des salaires et réductions des marges à l'aval et à l'amont (l'agro-industrie a rétabli ses marges après leur chute de 2008) avec une légère hausse de la part des revenus des ménages alloués à l'alimentation (aujourd'hui 15% en moyenne).

Une crise, également fruit de décisions anciennes

Cette crise ouverte récemment, s'inscrit dans un processus plus ancien qui sous les effets conjugués de l'élargissement de l'UE, des réformes de la PAC (libéralisation, impacts des primes directes) et des évolutions agricole, industrielle et commerciale, différenciées entre les pays, a accru les difficultés de l'agriculture française par rapport à ses concurrents de l'UE. Par exemple, sur la période 2003-2013; en viande de boucherie, (bovine, porcine et ovine) la position de la France s'est dégradée vis-à-vis des sept pays de l'UE concurrents : la part de marché à l'export a reculé de 11 à 9 %, alors que les importations, essentiellement en provenance de l'Allemagne et de l'Espagne, ont fortement progressé (+ 21 %) entraînant une dégradation du taux de couverture de 79 à 64 %. Dans cette évolution, « le coût du travail (travailleurs de

l'entreprise et extérieurs) explique la position dominante de l'Allemagne, de la Pologne ... dans le secteur des viandes de boucherie »[4]. D'autres sources de difficultés de la France sont également évoquées[5] : accroissement moins rapide de la part des grandes structures agricoles et industrielles, stratégies et organisation des filières moins performantes, ...

Quelles perspectives et quelles politiques ?

L'élevage et plus largement l'ensemble du système alimentaire européen sont donc soumis à de nombreux facteurs de changements provoquant une crise durable de l'agriculture française qu'il sera difficile de surmonter par des aides de court terme et par une augmentation de la compétitivité.

Dans l'immédiat, il faut permettre aux éleveurs les plus touchés de retrouver un revenu pour éviter le désespoir et les abandons précoces de l'activité, tout en travaillant plus efficacement qu'actuellement à une autre politique de prix et de partage de la valeur ajoutée[6]. Cela ne sera possible qu'en s'affrontant aux règles européennes, qu'elles soient agricoles ou non. Il s'agit de questions de politique générale, nationale et européenne. Les difficultés sont évidemment énormes et ne pourront qu'être progressivement levées par un mouvement large et pluriel, de la part des producteurs agricoles, des travailleurs des industries d'amont et de l'aval, du commerce et des citoyens consommateurs. Il y a un enjeu politique très important à sortir par le haut de cette situation, par exemple pour ne pas laisser la droite et l'extrême droite prospérer sur cette situation marquée par le malaise d'un grand nombre d'agriculteurs, notamment parmi ceux embarqués dans le productivisme et par la crise de légitimité de la FNSEA en raison de son double jeu : d'une part, défense d'une agriculture « compétitive et libérale » à Bruxelles, au sein de la COPA-COGECA, et par son président, dirigeant du groupe industriel Avril, d'autre part, par l'organisation des manifestations. Dans ce mouvement pour une autre agriculture, les alternatives concrètes : circuits courts, AB et

« agriculture paysanne » ...sont porteuses de résultats et de sens pour construire autre chose, mais ce qu'il faut construire va bien au-delà de ce qu'elles peuvent et pourront réaliser.

Au moment où débutent les discussions pour la PAC à mettre en place en 2020, il s'agit bien sûr de dénoncer la PAC actuelle qui s'est construite en abandonnant tous les moyens d'intervention pour gérer l'offre et stabiliser les revenus tout en continuant à distribuer ses aides directes sans réelles conditionnalités écologiques et sociales. Il faut aussi avec tous les citoyens et pas seulement les agriculteurs, revendiquer une PAC plus équitable qui permettent une transition écologique et sociale.

Ce que révèle la crise actuelle dans l'élevage et dans d'autres productions, c'est qu'en tant qu'Union Monétaire, sans politiques budgétaire, sociale et fiscale, le fonctionnement économique de l'UE, amplifie les inégalités et les fragilités face au marché intra européen et mondial. Il s'agit certes de construire une autre PAC mais aussi une autre Europe. Pour cela, nous devons appréhender la question agricole (la crise et les solutions) comme un sujet global.

Michel et Hendrik

Porc, lait de vache, viande bovine : à chacun son problème

Economie porcine : très concentrée en Bretagne où elle est confrontée à la crise des abattoirs qui n'ont pas réussi à se développer dans la transformation de la viande, la production provient d'élevages de moins en moins nombreux (en France leur nombre est passé de 3 500 en 2005 à 2 700 en 2015) et de plus en plus importants. Les revenus sont très variables selon les périodes en fonction du coût de l'alimentation, généralement achetée (60 % du coût total, mais abaissée du fait des aides aux céréales) et du prix de vente dans un marché totalement

libéralisé et très concurrentiel. La crise actuelle provient de la conjonction entre une forte hausse du coût de l'alimentation et de la baisse des prix de vente (-14 % en 2015 par rapport à 2014) pour des élevages de plus en plus gros avec une grande part de coûts fixes, y compris pour les salaires. A court terme, il peut s'agir d'une difficulté de trésorerie qui peut, rapidement, se transformer en cessation d'activité.

Economie laitière : marquée par une forte sensibilité du prix du lait à la production aux excédents de production, cette production est en train de subir, avec la disparition des quotas par pays et par exploitation, le coup de grâce qui lui assurait un minimum de stabilité. Cette disparition, effective à partir du premier avril 2014, se conjugue aux résultats d'un processus de concentration de la production avec endettement et hausse des achats chez de nombreux éleveurs qui ont profité, sous l'influence des entreprises, des dernières années des quotas pour accroître leur capacité de production. A court terme, il s'agit donc d'une erreur d'anticipation qui peut cependant s'avérer payante à moyen terme. Ces producteurs-investisseurs subissent de plein fouet, mais après une assez bonne année 2014, la baisse du prix (de -14 % en France et de -21 % en Allemagne en 2015 par rapport à mai 2014, mais aussi la baisse du prix de la viande bovine) qui ne permet plus de couvrir les coûts de production, et les charges liées à l'endettement. Cette baisse du prix provient notamment pour la France d'une hausse des importations et d'un net ralentissement des exportations en Russie d'abord, puis en Chine.

Viande bovine : les producteurs de cette production doublement hétérogène (du filet au plat de côte, issue du troupeau laitier ou à viande...) et difficile à réguler, ont de plus en plus de difficultés à valoriser ce produit de qualité et coûteux à produire : il est de moins en moins consommé en frais mais de plus en plus transformé en beefsteak ou

équivalent (environ 50 %) par l'industrie, dans le même temps où la grande distribution tient une place de plus en plus importante pour la viande fraîche.

[1] A titre indicatif, 40 000 dossiers de demande d'allègements de charges et de cotisation ont été déposés, soit beaucoup plus que prévu par le ministère.

[2] Une quatrième filière, celle des canards gras dans le Sud-ouest vient d'être touchée pour des raisons sanitaires.

[3] Arrêt des importations par la Russie et baisse des importations de la Chine ...

[4] Source : rapport de l'IGAS et du CGAAER, Réalité des écarts de compétitivité... liés au coût du travail, août 2015 ;

[5] Rapport 010-2015 du CAE, Comment expliquer les contreperformances de l'agriculture française

[6] La Confédération paysanne fera prochainement des propositions.